



PRÉVENIR L'EXTRÉMISME VIOLENT : RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE DE LA MAURITANIE

INTRODUCTION

Dès le début des années 2000, la Mauritanie a été exposée à l'extrémisme violent, à l'instar de son voisin algérien. Entre 2005 et 2011, le pays a été la cible d'attaques menées par des groupes affiliés au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), puis à Al-Qaïda. À partir de 2008, les autorités mauritaniennes ont démantelé plusieurs « cellules dormantes »¹. Cependant, depuis 2011, la Mauritanie fait figure d'exception dans une région où les attaques sont quotidiennes et les violences contre les populations civiles font de très nombreuses victimes, en particulier au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Selon le Global Terrorism Index de 2024, la Mauritanie est considérée comme un pays avec « pas d'impact de terrorisme ». À l'inverse, le Burkina Faso est le pays le plus touché au monde, tandis que le Mali et le Niger occupent respectivement les quatrième et cinquième rangs². Les groupes extrémistes violents rattachés à Al-Qaïda et à l'État islamique se sont durablement implantés dans le Sahel central et représentent une menace pour tous les pays voisins.

Le terrorisme induit l'« utilisation de la violence parallèle à un engagement idéologique visant des objectifs politiques, religieux ou sociaux. » Ces actes violents peuvent être perpétrés « par n'importe quel individu ou groupe sur la base de croyances et d'idéologies très diverses »³. Ainsi, la violence armée exercée par les groupes terroristes peut inclure à la fois des cibles militaires et civiles, ne prenant en compte ni l'âge, ni le genre ou la religion des victimes afin d'exercer une terreur globale reposant sur l'utilisation d'une interprétation propre de l'islam. Ces actions violentes fragilisent les structures sociales, affaiblissent les États et engendrent des déplacements forcés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays⁴.

¹ Jeune Afrique (2013, 12 février), [La Mauritanie a démantelé beaucoup de cellules terroristes dormantes depuis 2008](#). - ² [Institute for Economics & Peace. \(n.d.\). Global Terrorism Index. Vision of Humanity](#). - ³ Inter-agency Network for Education in Emergencies (INEE). (2017, September), [Preventing Violent Extremism: An Introduction to Education and Preventing Violent Extremism](#). - ⁴ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2023, 2 juin). [L'Afrique, épicentre de l'extrémisme violent : un défi pour la paix et le développement. \(rapport\). ONU Info.](#)

La Mauritanie a été touchée par ce phénomène en ayant vu un grand nombre de ses jeunes rejoindre les rangs de groupes extrémistes au nord du Mali, en Afghanistan ou encore au Soudan⁵. Le pays est également traversé par des trafics qui alimentent les groupes armés (drogues, contrebande d'armes et de munitions, migration irrégulière)⁶. Pour autant, la situation actuelle de l'extrémisme violent en Mauritanie, en comparaison avec les développements régionaux, prête au pays un caractère « d'exception ».

République islamique, la Mauritanie a développé en 2012 une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale et mis en place un certain nombre de mesures, comme le dialogue avec les djihadistes dans les prisons pour tenter de combattre l'extrémisme sur le terrain idéologique. Cette note d'orientation politique s'attache à retracer la genèse de la stratégie sur la base d'une analyse documentaire et d'entretiens individuels semi-directifs menés dans le pays auprès d'acteurs institutionnels ayant participé ou ayant été impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie mauritanienne de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale. Cette note propose de présenter la structuration progressive de cette stratégie et les recommandations qui y sont liées.

1 LES DÉFIS D'UN PAYS FACE À L'ÉVOLUTION DE L'ISLAM POLITIQUE

Présent dès le IX^e siècle, la pratique de l'islam en Mauritanie suit le rite sunnite malékite. C'est cependant seulement à partir de XVIII^e siècle que « l'implantation des mouvements confrériques soufis (la Qadiriyya, la Tijaniyya et la Shâdhiliyya (...)) consacre l'enracinement populaire de l'islam et le développement d'un encadrement religieux de la société »⁷. L'islam a été toléré pendant la période coloniale ; la République islamique de Mauritanie est proclamée en 1960, lors de l'indépendance du pays. Depuis, les différents régimes politiques et gouvernements ont progressivement renforcé la place de l'islam dans la législation nationale, considérant la religion comme un facteur essentiel de l'unité nationale, en raison de la grande diversité communautaire du pays.

En 1980, la chari'a devient la source principale de la législation sur décision du chef de l'État de l'époque, le colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla (1979-1984). Sous le régime du colonel Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya (1984-2005), l'islam est inscrit à l'article 5 de la Constitution comme religion du peuple et de l'État, alors que le préambule en fait la seule source de droit.

Dans les années 1980, un nouveau courant de pensée issu d'Arabie Saoudite se développe en Mauritanie : le salafisme, qui prône un retour aux sources originelles de l'islam. La diffusion de ce courant est soutenue par des capitaux importants provenant d'Arabie Saoudite, ainsi que d'autres pays du Golfe permettant le financement de la construction de mosquées, sans que l'État ne puisse y exercer aucun contrôle⁸. Des distributions d'aides sociales, de livres et d'autres supports sont également organisées afin de sensibiliser la population à ces nouvelles règles qui impactent à la fois leurs modes de vie - à travers des codes vestimentaires stricts - et les pratiques religieuses - avec l'interdiction de se recueillir sur les tombeaux, de vénérer des cheikhs soufis ou de célébrer la naissance du prophète Mohamed.

Le mouvement des Frères musulmans s'implante également de façon concomitante. Né en Égypte et de tendance conservatrice, ce mouvement politico-religieux, qui prône un retour à l'islam comme fondement de la vie politique, sociale et morale, s'installe dans de nombreux pays. Les relations entre le pouvoir et les acteurs islamistes se durcissent au début des années 2000, sous la présidence de Maaouiya Ould Sid'Ahmed

Taya⁹. Dès le milieu des années 1990, son régime multiplie les accusations de « conspiration contre l'État » à l'encontre des dirigeants islamistes, entraînant des arrestations, peines de prison, voire la pratique de la torture. Ainsi, l'érudit Mohamed El Hacen Ould Dedew, reconnu dans le monde arabe et musulman, est emprisonné à plusieurs reprises au cours de cette période¹⁰. Il jouera d'ailleurs, plus tard dans les années 2000, un rôle important dans le dialogue avec les djihadistes mauritaniens emprisonnés.

La répression des autorités mauritaniennes à l'encontre des islamistes, qui pourrait être qualifiée de « chasse aux sorcières », se traduit notamment par le démantèlement de tout groupe, club, association ou ONG en lien avec l'étranger. À ce titre, l'Institut saoudien qui accueillait des étudiants originaires de la Mauritanie et de l'Afrique de l'Ouest pour étudier l'arabe et les enseignements islamiques est fermé en 2003. Enfin, la situation se durcit davantage lorsque les autorités refusent d'accorder une reconnaissance politique aux partis d'obédience islamique et ce, en dépit du contexte d'ouverture démocratique que connaît le pays à cette période.

Pourtant, si la Mauritanie ne connaît plus de violences liées à l'extrémisme religieux sur son territoire, nombre de mauritaniens ont rejoint les rangs des groupes armés en Afghanistan en réponse à l'appel d'Oussama Ben Laden, chef d'Al-Qaïda. Ce fut notamment le cas de Mahfoudh Ould al-Walid, alias Abou Hafs al-Mauritani, qui s'est retrouvé mufti (prêcheur) de Ben Laden avant de revenir s'installer à Nouakchott¹¹, ainsi que d'Ahmed Ould Abdel Aziz¹² et de Mohamedou Ould Slahi¹³, suspectés de liens avec des cadres d'Al-Qaïda et détenus pendant plus d'une décennie à la prison de Guantanamo.

Par ailleurs, de jeunes mauritaniens ont également pris la direction du nord du Mali, ils ont participé à des attaques sur le territoire malien avant que des attaques n'aient lieu sur le sol mauritanien¹⁴. Parmi eux, certains ont été reconnus comme « influents et surreprésentés dans la branche saharienne du GSPC, rebaptisée Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2007 »¹⁵. Cette nationalité « constituant la deuxième source de combattants et d'idéologues pour AQMI, juste derrière les Algériens »¹⁶.

⁵ Aidara, C. (2013, 26 janvier). *Guerre au Mali : La jeunesse mauritanienne et les groupes jihadistes*. CRIDEM. - ⁶ SENALIOUNE. (2025, 20 mai) *"Le cercle des Idées" publie la synthèse de ses débats sur la question des trafics illicites en Mauritanie*. Antil, A. (2009, 20 juillet) *Contrôler les trafics ou perdre le Nord. Notes sur les trafics en Mauritanie*. Institut français des relations internationales (IFRI). - ⁷ Ould Ahmed Salem, Z. (2012). *Les mutations paradoxales de l'islamisme en Mauritanie*. Cahiers d'études africaines, (206-207), 635-664. - ⁸ Ould Ahmed Salem, Z. (2012). *Les mutations paradoxales de l'islamisme en Mauritanie*. Cahiers d'études africaines, (206-207), 635-664. - ⁹ Président de la République de 1984 à 2005, il est renversé par un coup d'État en août 2005 et s'exile alors au Qatar. - ¹⁰ RFI. (2004, 12 octobre). *Les islamistes en ligne de mire*. Amnesty International. (2004). *Mauritanie. Les islamistes en ligne de mire*. Amnesty International. (2005). *Mauritanie*. - ¹¹ Mandraud, I. (2012, 16 avril). *L'ancien prêcheur de Oussama Ben Laden de retour en Mauritanie*. Le Monde. - ¹² Associated Press News. (2015, 29 octobre). *Guantanamo prisoner from Mauritania back home after 13 years*. - ¹³ Mouton, A. (2021, 14 novembre). *Entretien avec Mohamed Ould Slahi, Jeune Afrique*. - ¹⁴ Aidara, C. (2013, 26 janvier). *Guerre au Mali : La jeunesse mauritanienne et les groupes jihadistes*. CRIDEM. - ¹⁵ Boukhars, A. (2020, 20 juin). *Contrer le terrorisme en Mauritanie*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique. - ¹⁶ Boukhars, A. (2020, 20 juin). *Contrer le terrorisme en Mauritanie*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

2 LA DÉCENNIE 2000 : UN PAYS EN PROIE À L'EXTRÉMISME VIOLENT

L'année 2005 constitue un tournant dans la lutte contre l'extrémisme violent en Mauritanie avec la multiplication d'actions armées contre des cibles militaires, ainsi que l'enlèvement et l'assassinat de civils occidentaux. Entre le 5 juin 2002, date de la première attaque contre la garnison de Lemgheyti au nord du pays qui tue 15 officiers et militaires, et décembre 2011, la Mauritanie subit une quinzaine d'attaques¹⁷. Le 24 décembre 2007, trois touristes français sont tués à Aleg¹⁸. Cet événement est suivi de l'attaque, trois jours plus tard, d'une patrouille militaire à Elghalawiya.

Face à cette succession de violences, le pouvoir politique élabore une stratégie nationale pour endiguer et prévenir le phénomène¹⁹. En 2008, l'attentat de Tourine, dans le nord du désert mauritanien, au cours duquel douze soldats sont enlevés et décapités, marque fortement les esprits²⁰. Cet événement pousse alors les autorités politiques à agir véritablement et à « tirer la sonnette d'alarme dans les hautes sphères de l'armée » - l'attaque révélant « une armée mal payée, découragée et ne disposant pas de suffisamment d'armes »²¹.

De fait, le 21 juillet 2010, la loi n°2010-035 abroge et remplace la loi n°2005-048 du 26 juillet 2005 relative à la lutte contre le terrorisme²². Elle définit la notion de terrorisme et garantit à la société mauritanienne, le droit « à vivre dans la paix, la sécurité et la quiétude, loin de tout ce qui est de nature à porter atteinte à sa stabilité ou à déstabiliser ses institutions » ; « à rejeter toute forme de dérive, violence, fanatisme, ségrégation raciale et terrorisme qui menacent la paix et la stabilité de la société »²³. De plus, elle fixe les peines encourues (emprisonnement et amendes) pour les personnes concernées.

Il faut néanmoins attendre l'élection démocratique de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi en 2007 et de nouvelles attaques pour qu'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme en général et l'extrémisme violent soit développée initialement par le gouvernement de Zeine Ould Zeidane (2007-2008), puis adoptée en 2012 sous la présidence de Mohamed Ould Abdel Aziz.

3 BÂTIR UNE STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un comité de pilotage composé de plusieurs ministères, Défense, Intérieur, Justice, Affaires islamiques, Affaires étrangères, Économie et Finances, Santé, Éducation, Culture et Communication, etc., est mis en place afin de créer une commission spécialisée chargée de développer la stratégie de lutte contre le terrorisme. Finalisée en 2012, le document s'articule autour des axes suivants²⁴ :

Un axe juridique qui renforce à la fois la prévention et la répression à travers deux lois essentielles élaborées pour lutter contre le terrorisme et son financement :

- La loi n°2010-035 du 21 juillet 2010 qui abroge et remplace la loi n°2005-047 du 26 juillet 2005 relative à la lutte contre le terrorisme à travers la description des infractions qualifiées de terroristes, les peines encourues ou encore

les règles de procédure. Un parquet antiterroriste est également instauré au sein du ministère de la Justice.

- La loi n°2005-048 du 18 juillet 2005 contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme avait, elle, instauré la Commission d'analyse des informations financières (CANIF).

Un axe sécuritaire qui place les forces de défense et de sécurité « au cœur de la stratégie de lutte antiterroriste »²⁵.

- Le renseignement est placé au cœur de la stratégie avec des investissements importants dans les moyens techniques et technologiques (satellites, radars, écoutes téléphoniques), le renforcement des échanges d'informations avec les pays voisins, ainsi que le recours au renseignement humain, basé sur la collaboration des populations. Ce dispositif militaire et sécuritaire est considéré comme l'une « des plus importantes réformes militaires de l'histoire mauritanienne »²⁶.

- Les forces armées et de sécurité ont été impliquées dans cette stratégie qu'il s'agisse de la police, gendarmerie, des douanes ou de la garde nationale. L'accent est mis sur les forces spéciales terrestres avec un soutien logistique, un commandement et un appui aérien adaptés, notamment à travers la mise en place de groupements comme les groupements spéciaux d'intervention (GSI), des bataillons spéciaux (parachutistes et commandos), ou des compagnies et patrouilles mobiles de la gendarmerie nationale. De nouveaux organes de commandement, interarmes ou interarmées, ont également été créés aux niveaux central et régional.

- Cet aspect sécuritaire est, entre autres, accompagné de mesures telles que la multiplication des postes de contrôle aux frontières, la création de zones militaires dans le nord du pays ou encore l'introduction de titres d'identité sécurisés.

Un axe politique : la stratégie mauritanienne peut être considérée comme holistique dans la mesure où la sécurité est considérée comme devant être placée « au service du développement »²⁷ avec la prise en compte de la nécessité de répondre aux besoins des populations aux plans politique, socio-économique avec en priorité la lutte contre la pauvreté et l'emploi des jeunes. Cela passe par un déploiement des services publics de l'éducation, de la santé et des infrastructures, avec une attention particulière portée aux catégories sociales défavorisées. À ce titre, l'Agence nationale de lutte contre les séquelles de l'esclavage, de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté, appelée «Tadamoun », créé en 2013 et remplacée en 2019, par l'Agence Taazour²⁸ (Agence pour la solidarité nationale et la lutte contre l'exclusion) est instaurée pour venir en aide aux nécessiteux (transferts monétaires, distribution de vivres, construction de digues et d'écoles). Cet axe politique vise à renforcer l'unité nationale et la cohésion sociale, ainsi qu'à développer un partenariat mutuellement avantageux avec les pays frontaliers afin de promouvoir une politique de bon voisinage et de coopération. Le G5 Sahel, mis en place en 2014, en a été une tentative autour des liens de coopération militaire, économique et politique de ses membres jusqu'à sa disparition à la suite des coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

¹⁷ Choplin, A. (2008, 29 avril). *La Mauritanie à l'épreuve de l'islamisme et des menaces terroristes*. EchoGéo. - ¹⁸ La Croix. (2007, 25 décembre). *Quatre touristes français d'une même famille tués en Mauritanie*. - ¹⁹ Entretien, le 19 mars 2025, Nouakchott. - ²⁰ France 24. (2008, 15 septembre). *Douze soldats tués dans une embuscade attribuée à Al-Qaïda*. France 24. - ²¹ Boukhars, A. (2020, 20 juin). *Contre le terrorisme en Mauritanie*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique. - ^{22 & 23} République Islamique de Mauritanie. (2010). *Loi n°2010-035 du 21 Juillet 2010 Abrogeant et Remplaçant la loi n°2005-047 du 26 Juillet 2005 relative à la Lutte contre le Terrorisme*. - ^{24 & 25} République Islamique de Mauritanie. (2012). *La Mauritanie face au défi terroriste. De la Stratégie Nationale de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale*. Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. - ²⁶ Boukhars, A. (2020, 20 juin). *Contre le terrorisme en Mauritanie*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique. - ²⁷ République Islamique de Mauritanie. (2012). *La Mauritanie face au défi terroriste. De la Stratégie Nationale de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale*. Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. P20 - ²⁸ Secrétariat Général du Gouvernement. (2019). *Décret n°385-2019 portant création d'une administration de mission publique dénommée Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion « TAAZOUR »*. Journal officiel de la République Islamique de Mauritanie, n° 1452F du 30 décembre 2019.

En complément de cette stratégie formelle, en 2016, des rumeurs circulent sur la mise en place d'un pacte de non-agression entre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et l'État mauritanien²⁹. Néanmoins, aucun élément ne confirme un accord des autorités mauritaniennes en ce sens³⁰. Selon les sources consultées, la stratégie mauritanienne n'aurait fait l'objet d'aucun marchandage. Au cours de l'un des entretiens menés, l'hypothèse de l'existence de canaux de communication entre AQMI et le pouvoir mauritanien est cependant évoquée. L'ancien directeur de la Télévision de Mauritanie et journaliste, Mohamed Mahmoud Ebou El Maali, raconte qu'en 2012, lors d'un reportage au nord du Mali pour la chaîne Sky News Arabia, il aurait rencontré Mokhtar Belmokhtar, surnommé « Belaouer » (le borgne), l'un des chefs de katiba d'AQMI dans la région. Il aurait transmis un message de sa part aux autorités mauritaniennes, les appelant à ne pas participer à la coalition internationale contre AQMI. Des analystes de la zone, tels que Lemine Ould Mohamed Salem, n'excluent pas l'existence d'un « pacte tacite »³¹.

Sur le plan religieux, les causes de l'extrémisme violent en Mauritanie sont à la fois exogènes – en écho avec les conflits en Palestine ou en Afghanistan – et endogènes, liées à la pauvreté, à l'injustice, à la stigmatisation de certaines communautés ainsi qu'à une gouvernance perçue comme déficiente. Face à ces défis, la Mauritanie a érigé la lutte contre le terrorisme en « devoir civique et patriotique » pour tous les citoyens. Le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel est ainsi devenu un acteur clé de la stratégie en supervisant de l'enseignement religieux, en menant le dialogue avec les prisonniers radicalisés, et en émettant des recommandations à destination des imams pour prévenir toute forme de violence dans leurs prêches³². Les autorités ont incité les autorités religieuses à multiplier les prêches dans les mosquées et les mahdaras³³ (écoles coraniques) afin d'appuyer une vision tolérante et pacifique de l'Islam, et d'expliquer les conditions véritables encadrant le concept de guerre sainte. Le Jihad est alors défini comme « une action de défense des États musulmans » qui « relève de l'autorité gouvernementale ». Il « n'appartient » donc « pas aux individus ou groupuscules de l'initier ». De plus, le Jihad « ne signifie pas la guerre, il désigne avant tout la lutte contre le mal et l'effort constant pour accomplir le bien »³⁴. Ce travail de sensibilisation s'est accompagné d'une initiative innovante : le dialogue religieux avec les prisonniers extrémistes, mené par des érudits reconnus. L'objectif était de les confronter « sur le terrain théologique »³⁵, en opposant aux justifications idéologiques violentes des arguments fondés sur une interprétation orthodoxe des textes religieux. Cette approche a permis de déconstruire certains discours radicaux..

La communication a également été un axe essentiel de la stratégie de lutte contre le terrorisme, mise en œuvre dans le cadre d'une coordination interministérielle. Elle visait à renforcer la mobilisation en faveur de l'information et améliorer la protection des populations. L'accent a d'abord été mis sur la sensibilisation des conséquences de l'extrémisme violent par le biais des médias audiovisuels publics et privés. À travers la diffusion de spots d'information et d'émissions-débats, les autorités ont cherché à déconstruire les discours extrémistes, à promouvoir une culture

de paix, et à encourager la détection précoce des signes de radicalisation.

Enfin, le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent a constitué un axe d'action important³⁶. Considérées comme étant plus proches des enfants et des jeunes, elles ont été identifiées comme des actrices de premier plan. Un réseau national a été mis en place par l'association des Femmes chefs de ménage (AFCM) pour former et mettre en relation des femmes érudites en sciences islamiques chargées de mener des actions de sensibilisation à différentes échelles (locales, régionales, nationales) et d'agir comme « système d'alerte précoce ». Initialement bénévoles, ces *Mourchيدات*³⁷ ont bénéficié du soutien de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC)³⁸ et du ministère mauritanien des Affaires islamiques pour lutter contre l'extrémisme violent, notamment à travers des formations. Elles ont été recrutées dans toutes les régions du pays pour engager le dialogue dans tous les lieux qui pourraient faire office d'espaces de recrutement et de radicalisation potentiels (marchés, prisons, mosquées, clubs). Reconnues pour leur action, les Mourchيدات ont été sollicitées pour partager leur expérience dans d'autres pays, comme le Sénégal, le Mali ou l'Autriche³⁹.

Un autre type de dialogue a également été mis en place avec les oulémas⁴⁰. Les autorités mauritaniennes, conscientes de la nécessité de préserver l'intégrité territoriale du pays et de maintenir la paix civile à l'intérieur des frontières, se sont montrées ouvertes aux initiatives de dialogue avec des jeunes recrutés ou proches des acteurs extrémistes. Des dialogues ont ainsi été mis en place au sein la prison de Nouakchott, mettant en relation des oulémas avec des islamistes détenus⁴¹. L'objectif de ces échanges était de « déconstruire l'argumentaire théologico-politique dont les salafistes djihadistes se parent pour justifier leurs actions, les inciter à se repentir et à renoncer à la violence »⁴². Peu de détenus semblaient alors en mesure de développer une argumentation théologique face aux oulémas, se restreignant à dénoncer le fait « que le régime n'applique pas la chari'a, que les dirigeants du pays sont des impies, car ils entretiennent de bons rapports avec l'Occident qui est responsable des crises que vivent les musulmans »⁴³. Le dialogue spirituel entre les oulémas et les islamistes radicaux en prison à Nouakchott aurait permis de convaincre 90 % des prisonniers⁴⁴.

4

LA MAURITANIE, MODÈLE SÉCURITAIRE DANS UN SAHEL EN CRISE ?

Face aux évolutions des contextes sahéliens et à l'afflux de réfugiés maliens sur son territoire⁴⁵, avec une recrudescence depuis 2023, la Mauritanie est un pays à risque. Les défis sont immenses, mais, jusqu'à présent, le pays fait figure d'exception. La Mauritanie a adopté une stratégie sécuritaire holistique qui allie sécurité, religion et développement socio-économique.

Les GSI, bataillons en mouvement, peuvent être considérés comme la « raison principale du succès sécuritaire mauritanien »⁴⁶. La stratégie a été améliorée, notamment par la révision

²⁹ RFI. (2016, 2 mars). *La Mauritanie aurait-elle conclu un pacte de non-agression avec AQMI ?* - ³⁰ Simoncelli, M., Gerth-Niculescu, M. (2024, 26 janvier). *Mauritanie. Sur les traces des "sentinelles du désert"*. Afrique XXI. - ³¹ RFI. (2016, 2 mars). *La Mauritanie aurait-elle conclu un pacte de non-agression avec AQMI ?* ; Simoncelli, M., Gerth-Niculescu, M. (2024, 26 janvier). *Mauritanie. Sur les traces des "sentinelles du désert"*. Afrique XXI. - ³² RFI. (2018, 31 mai). *Mauritanie : le gouvernement accentue la surveillance des mosquées*. - ³³ Sorte d'écoles où l'on enseigne le Coran, les enseignements islamiques, de la maternelle jusqu'au niveau supérieur. On en trouve sur le même modèle au Sénégal (Dara) et au Tchad (Khalawa). - ³⁴ Bellal, C. M. L. (2015). *Contre le terrorisme en Mauritanie, la déradicalisation des extrémistes*. Revue Défense Nationale, (779), 45-52. - ³⁵ Ould Ahmed Salem, Z. (2012). *Les mutations paradoxales de l'islamisme en Mauritanie*. Cahiers d'études africaines, (206-207), 635-664. - ³⁶ Entretien, avril 2025. - ³⁷ Nations Unies en Mauritanie. (2024, 20 mars). *Mourchيدات : les femmes leaders religieuses qui luttent contre l'extrémisme violent en Mauritanie* [Vidéo]. - ³⁸ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). (2022). *The Mourchيدات: The Mauritanian Women Religious Guides*. - ³⁹ Entretien, le 15 avril 2025. - ⁴⁰ Parmi eux, Mohamed El Hacen Dedew, considéré comme un chef spirituel et respecté pour ses connaissances théologiques. - ⁴¹ Le Monde. (2010, 3 juin). *Le dialogue avec les islamistes encouragé par le pouvoir laisse sceptiques les religieux*. RFI. (2010, 4 février). *Dialogue réussi entre oulémas et islamistes radicaux*. - ⁴² Bellal, C. M. L. (2015). *Contre le terrorisme en Mauritanie, la déradicalisation des extrémistes*. Revue Défense Nationale, (779), 45-52. - ⁴³ Entretien, le 04 avril 2025. - ⁴⁴ RFI. (2010, 4 février). *Dialogue réussi entre oulémas et islamistes radicaux*.

du statut des militaires, incluant la revalorisation des primes et des pensions. Des visites régulières dans les différentes régions militaires et garnisons permettent de maintenir la vigilance et l'opérationnalité des unités combattantes. En ce qui concerne la logistique, l'armée a reçu des équipements plus modernes et performants, comme des drones, des hélicoptères, et des blindés en provenance de Chine, des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne⁴⁷.

Le renseignement est un aspect très important de la stratégie mauritanienne. À ce titre, les opérateurs des télécommunications (Mauritel, Mattel et Chinguitel) sont obligés de ne délivrer des cartes SIM qu'aux personnes détenant une carte nationale d'identité. La protection des pièces d'état-civil fait également partie de cette stratégie avec le renforcement des capacités de l'Agence nationale du registre des populations et des titres sécurisés. Enfin, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, les transferts d'argent et les opérations bancaires ont fait l'objet de contrôles renforcés.

Cette stratégie doit néanmoins être mise à jour. Ses organes opérationnalisés, à l'instar de la cellule nationale de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, continuent de jouer un rôle important dans la construction d'un discours alternatif⁴⁸. Composée de 15 membres représentant des institutions publiques et privées, en lien étroit avec l'Association des Oulémas, cette cellule mène un travail de sensibilisation et de formation, notamment à travers l'initiative des Mourchidates, soutenue par le gouvernement ainsi que par des partenaires techniques et financiers tels que l'UNODC et l'Union européenne.

Bien que la stratégie nationale mise en place par la Mauritanie dans la lutte et la prévention contre l'extrémisme violent soit résolument multidimensionnelle, combinant paramètres sécuritaires, socio-économiques et dialogue, le volet économique et social en reste le parent pauvre.

Sur le plan militaire, l'autonomisation des forces nationales reste à renforcer, en particulier leurs capacités d'adaptation au terrain, notamment en termes de mobilité. L'engagement des soldats dans des conditions difficiles d'exercice nécessite également une meilleure prise en charge économique, sociale et médicale tout au long de leur carrière et même après⁴⁹. De plus, l'approche régionale est à rétablir pour permettre la mutualisation des moyens comme celle des renseignements.

La prévention et la lutte contre l'extrémisme violent nécessitent des institutions fortes et engagées envers leurs populations afin de pouvoir répondre concrètement aux accusations de corruption, de mauvaise gouvernance, d'injustice, qui font le lit des discours de recrutement. L'amélioration des services sociaux de base (eau, électricité, santé, éducation) est une priorité absolue.

Enfin, les initiatives de dialogue doivent être maintenues et étoffées, notamment auprès des catégories les plus vulnérables que sont les jeunes et les personnes défavorisées.

L'expérience mauritanienne montre combien il est indispensable que toute politique de prévention s'ancre dans le contexte historique, politique et économique national, en tenant compte des spécificités locales et régionales afin de répondre au mieux aux attentes des populations, souvent reléguées au second plan. Dans le contexte ouest-africain, les pays côtiers tels que le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana, sont également confrontés aux menaces de l'extrémisme violent et de la radicalisation, en particulier dans les zones septentrionales frontalières du Sahel central (Mali, Burkina Faso, Niger).

Si les contextes locaux diffèrent de celui de la Mauritanie, ces pays (à l'exception du Ghana) sont frappés dans leurs zones septentrionales par des attaques attribuées à des groupes extrémistes violents, qui tirent profit des fragilités locales (modes de gouvernance, risques liés au changement climatique, raréfaction des ressources naturelles, marginalisation de certaines communautés, chômage des jeunes...). En ce sens, l'approche holistique développée par la Mauritanie pourrait constituer une alternative pour les gouvernements des pays côtiers, face à la stratégie presque exclusivement sécuritaire adoptée au Mali sans résultats probants au Sahel central. Comme dans le contexte mauritanien, des réponses locales adaptées prioritairement aux frustrations économiques et sociales, aux besoins d'accès équitable et durable, aux services de base, à la nécessité d'une gouvernance locale efficiente et transparente, sont indispensables et complémentaires au contrôle des territoires par les forces de défense et de sécurité.

En revanche, il semble délicat d'envisager de répliquer intégralement la stratégie mauritanienne, celle-ci s'appuyant sur des spécificités difficilement transposables dans d'autres contextes, notamment concernant l'axe religieux.

⁴⁵ Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), 263 000 personnes au 30/11/2024 ; 318 000 estimées fin 2025 : UNHCR, (2024, 30 novembre). [Plan de Réponse et de Résilience pour les réfugiés Maliens en Mauritanie 2025](#). ⁴⁶ Antil, A. (2020, 3 mars). [La Mauritanie, modèle sécuritaire dans un Sahel en crise ?](#) France Culture. ⁴⁷ Boukhars, A. (2020, 20 juin). [Contre le terrorisme en Mauritanie. Centre d'études stratégiques de l'Afrique](#). ⁴⁸ Entretien, le 14 avril 2025. ⁴⁹ Entretien, le 17 avril 2025.

BIBLIOGRAPHIE

- Aidara, C. (2013, 26 janvier). [Guerre au Mali : La jeunesse mauritanienne et les groupes jihadistes](#). CRIDEM.
- Amnesty International. (2004). [Mauritanie. Les islamistes en ligne de mire](#).
- Amnesty International. (2005). [Mauritanie](#).
- Antil, A. (2009, 20 juillet) [Contrôler les trafics ou perdre le Nord. Notes sur les trafics en Mauritanie](#). Institut français des relations internationales (IFRI).
- Antil, A. (2020, 3 mars). [La Mauritanie, modèle sécuritaire dans un Sahel en crise ?](#) France Culture.
- Associated Press News. (2015, 29 octobre). [Guantanamo prisoner from Mauritania back home after 13 years](#).
- Atran, S. (2015). Role of youth: Countering violent extremism, promoting peace, addressing the UN Security Council. Psychology Today. Cité dans INEE (2017, septembre). Prévention de l'extrémisme violent. Introduction à l'éducation et prévention de l'extrémisme violent.
- Bellal, C. M. L. (2015). [Contre le terrorisme en Mauritanie, la déradicalisation des extrémistes](#). Revue Défense Nationale, (779), 45–52.
- Boukhars, A. (2020, 20 juin). [Contrer le terrorisme en Mauritanie. Centre d'études stratégiques de l'Afrique](#).
- Choplin, A. (2008, 29 avril). [La Mauritanie à l'épreuve de l'islamisme et des menaces terroristes](#). EchoGéo.
- France 24. (2008, 15 septembre). [Douze soldats tués dans une embuscade attribuée à Al-Qaïda](#). France 24.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). (2024, 30 novembre). [Plan de Réponse et de Résilience pour les réfugiés Maliens en Mauritanie 2025](#).
- Institute for Economics & Peace. (n.d.). [Global Terrorism Index. Vision of Humanity](#).
- Jeune Afrique. (2013, 12 février). [La Mauritanie a démantelé beaucoup de cellules terroristes dormantes depuis 2008](#).
- La Croix. (2007, 25 décembre). [Quatre touristes français d'une même famille tués en Mauritanie](#).
- Le Monde. (2010, 3 juin). [Le dialogue avec les islamistes encouragé par le pouvoir laisse sceptiques les religieux](#).
- Mandraud, I. (2012, 16 avril). [L'ancien prêcheur de Oussama Ben Laden de retour en Mauritanie](#). Le Monde.
- Mouton, A. (2021, 14 novembre). [Entretien avec Mohamed Ould Slahi](#). Jeune Afrique.
- Nations Unies en Mauritanie. (2024, 20 mars). [Mourchidates : les femmes leaders religieuses qui luttent contre l'extrémisme violent en Mauritanie](#) [Vidéo].
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). (2022). The Mourchidates: The Mauritanian Women Religious Guides.
- Ould Ahmed Salem, Z. (2012). [Les mutations paradoxales de l'islamisme en Mauritanie](#). Cahiers d'études africaines, (206–207), 635–664.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2023, 2 juin). [L'Afrique, épice de l'extrémisme violent : un défi pour la paix et le développement](#). (rapport). ONU Info.
- RFI. (2004, 12 octobre). [Les islamistes en ligne de mire](#).
- RFI. (2010, 4 février). [Dialogue réussi entre oulémas et islamistes radicaux](#).
- RFI. (2016, 2 mars). [La Mauritanie aurait-elle conclu un pacte de non-agression avec Aqmi ?](#)
- RFI. (2018, 31 mai). [Mauritanie : le gouvernement accentue la surveillance des mosquées](#).
- République Islamique de Mauritanie. (2010). [Loi n°2010-035 du 21 Juillet 2010 Abrogeant et Remplaçant la loi n°2005-047 du 26 Juillet 2005 relative à la Lutte contre le Terrorisme](#).
- République Islamique de Mauritanie. (2012). [La Mauritanie face au défi terroriste. De la Stratégie Nationale de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale](#). Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.
- Réseau Inter-agence pour l'Éducation en Situations d'Urgence (INEE). (2017, septembre). [Prévention de l'extrémisme violent. Introduction à l'éducation et prévention de l'extrémisme violent](#).
- Secrétariat Général du Gouvernement. (2019). [Décret n°385-2019 portant création d'une administration de mission publique dénommée Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion « TAAZOUR »](#). Journal officiel de la République Islamique de Mauritanie, n° 1452F du 30 décembre 2019.
- SENALIOUNE. (2025, 20 mai) ["Le cercle des Idées" publie la synthèse de ses débats sur la question des trafics illicites en Mauritanie](#).
- Simoncelli, M., Gerth-Niculescu, M., (2024, 26 janvier). [Mauritanie. Sur les traces des "sentinelles du désert"](#). Afrique XXI.



À PROPOS DE L'AUTEUR

Mohamed Vall Cheikh Sidi Abdallah

Après des études coraniques, il effectue ses études primaires et secondaires à Aïoun El Trouss et Nouakchott d'où il obtient un Bac A (lettres modernes françaises) en 1974. Il est alors orienté à l'Ecole Normale Supérieure d'où il sort professeur de langues (arabe/français). Sur le plan pédagogique et administratif, il exerce les fonctions d'inspecteur d'enseignement secondaire et technique (1986-1997) et chef de département à l'Institut pédagogique National (1997-2005) avant d'être nommé Secrétaire Général de la Commission nationale pour l'éducation, la culture et les sciences (2005-2007) puis Ministre de la Culture et de la Communication (2007-2008). Depuis 2023, il exerce les fonctions de Président de l'Université Libanaise Internationale en Mauritanie (LIU).

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

© photo : Adobe Stock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

